

les dernières libertés syndicales

René Belin ne fait plus partie du gouvernement de Vichy. Le congédiement de ce renégat a été accueilli avec indifférence, car le plus profond mépris était depuis longtemps acquis à ce carriériste prétentieux.

Cependant, il est nécessaire d'examiner la signification de cet acte, dans la mesure où il donne une indication des intentions du gouvernement concernant les syndicats.

L'accession de Belin au gouvernement signifiait le désir de la bourgeoisie française vaincue de s'assurer, par des manœuvres, le concours d'au moins une partie de l'appareil syndical ; son expulsion du gouvernement indique que Vichy veut domestiquer les directions syndicales par d'autres moyens. L'échec total de Belin n'a pas pu être camouflé, surtout depuis que la Charte du travail souleva l'opposition générale.

La personnalité du nouveau ministre du travail est significative. Hubert Lagardelle, vieillard sénile, inconnu de la quasi-totalité des travailleurs, est un adepte du corporatisme ; il aida, à ce titre, Mussolini à édifier ses corporations sur les ruines des syndicats libres.

De leur côté, les collaborationnistes de Paris augmentent leur pression.

Le chantage s'exerce au travers de différents organismes comme le "Comité Ouvrier de secours immédiat", qui n'hésite pas à mettre les militants en demeure de seconder ses efforts.

Récemment, une soi-disant "Conférence ouvrière et paysanne" invita les militants des syndicats à cesser toute résistance, déclarant que l'attentisme n'était plus admissible et que le moment était venu de servir les menées nazies.

La plus grande partie des cadres syndicaux n'est pas plus qu'hier disposée à se mettre aux ordres de l'opresseur. Elle désire conserver les quelques libertés que la Charte du travail avait déjà tenté de leur arracher. Mais, seul, l'afflux des travailleurs dans les syndicats peut gêner la manœuvre patronale et collaborationniste. La classe ouvrière doit s'organiser pour la défense de ses revendications immédiates. Ainsi sera rendue périlleuse toute tentative de porter atteinte aux droits syndicaux.

Hier, le gouvernement de Vichy avait tenté d'asservir le mouvement syndical par le canal de la clique Beliniste, cette tentative a échoué. Les travailleurs ont le devoir d'empêcher l'exécution du mauvais coup préparé par les hitlériens de Paris et leurs valets de Vichy.

Mutinerie dans un sous-marin allemand

Le 3 Décembre, un grand sous-marin allemand à deux tubes lance-torpilles partait en croisière, d'un côté de Brest. Très peu de temps après, les ouvriers brestois virent le sous-marin revenir au bassin. Les dynamos avaient sauté. On vit les marins sortir, encadrés par les officiers, menottes aux mains. Les ouvriers apprirent qu'il y avait eu une mutinerie à bord du sous-marin dont les hommes d'équipage avaient saboté les machines. On n'a eu ensuite, bien entendu, aucune nouvelle de l'équipage mutiné.

Un assez grand nombre d'ouvriers brestois ont vu la scène, ce qui a fait sur eux grande impression. Et ce leur a montré qu'au sein même de l'armée allemande, voire de ses troupes réputées d'élite, ils peuvent compter sur de nombreux alliés.

ALLEMAGNE. — Récemment dans une usine de Brême, trois ouvriers français furent frappés par leur contremaître pour n'avoir pas atteint la norme. Immédiatement, tous les ouvriers étrangers de l'entreprise cessèrent le travail pendant 10 minutes. La Gestapo procéda à de nombreuses arrestations. Nouvelle riposte des ouvriers étrangers qui cessent le travail et menacent de briser les machines. La Gestapo dut libérer ses victimes.

Deux ennemis des travailleurs français : LAVAL et de GAULLE

Dans leur immense ensemble, les travailleurs français haïssent Laval et le maudissent pour sa politique servile. Par contre, ils ont une certaine estime pour de Gaulle qui est pourtant un général d'Action Française, réactionnaire clérical à tous crins et qui, avec la victoire impérialiste des Etats-Unis d'Amérique (si le prolétariat ne "liquide" pas l'impérialisme américain), sera en France le dictateur militaire rêvé, sauveur de l'ordre, pour la joie et les profits des messieurs de Wall-Street et de la Bourse.

D'où vient cette estime ? D'où vient que les travailleurs, qui n'ont que haïne et mépris pour les généraux bourgeois, n'en ont pas, ou moins, pour celui-ci ?

Qu'est-ce que le gaullisme ?

Au lendemain de Juin 1940, les travailleurs français se trouvèrent subir la domination nazie par la faute de la bourgeoisie française apeurée. Le recul du mouvement ouvrier, depuis l'avortement du mouvement de masses de Juin 1936 et surtout depuis Novembre 1938, avait atteint son point extrême avec la défaite de l'impérialisme français. La passivité et l'indifférence des travailleurs pour la guerre impérialiste contribuèrent d'abord à hâter la course, car les capitalistes français ne sentirent plus de résistance à la réalisation de leur plan criminel. Mais cette même passivité et cette même indifférence contribuèrent aussi à la défaite de l'impérialisme français.

L'indifférence, sinon la passivité, cessa avec le débâcle de Juin 1941. Le travailleur français ne subit pas avec indifférence la domination nazie comme il avait subi la guerre. C'était le signe incontestable que le mouvement ouvrier allait renaitre et, en effet, il renait peu à peu. Mai 1941 vit même la grève générale des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais. Divers autres mouvements de grève ou de solidarité attestent que la classe ouvrière se bat et se battra demain sur son terrain de classe. Pourtant, le mouvement de protestation, dépourvu d'une direction ayant la confiance des ouvriers, devait prendre une forme nouvelle que l'on a appelé le "gaullisme".

Qu'est-ce que le gaullisme ? Nul ne peut en donner une définition, car le "gaullisme" de de Gaulle et des capitalistes français, le "gaullisme" des classes populaires, le "gaullisme" des travailleurs, sont choses fort différentes. Le premier "gaullisme", celui des banquiers et des industriels, celui des généraux, des amiraux et des curés, c'est la volonté de la bourgeoisie française de conserver une part importante de ses privilèges en collaborant demain avec les Etats-Unis sur le dos des travailleurs français. Le second, celui des paysans, des petits commerçants, reflète l'illusion des classes populaires qui s'imaginent qu'il sera encore possible, en régime capitaliste, de maintenir l'indépendance de la France et la "démocratie", grâce à l'appui de Roosevelt et de Churchill. Le raisonnement des travailleurs est beaucoup plus terre-à-terre : « Nous sommes trop faibles pour nous attaquer à l'impérialisme nazi. Par contre, si Churchill et Roosevelt (avec de Gaulle) opéraient un débarquement demain, en Europe, les conditions seraient beaucoup plus favorables pour la libération ».

Qu'y a-t-il de juste dans ce raisonnement ? D'abord le fait que la guerre entre les impérialismes affaiblit ces impérialismes, met à nu toutes les contradictions des régimes des états belligérants, arme les ouvriers et les paysans pauvres, unis sur les champs de bataille, dans le sang et dans la boue. La guerre que mènent actuellement les U.S.A., le Japon, l'Angleterre et l'Allemagne affaiblit ces puissances et, en même temps, exaspère les opprimés, réduits à combattre et à mourir pour les intérêts de leurs oppresseurs. C'est un fait réel que la guerre impérialiste affaiblit l'Allemagne d'Hitler ; c'est un fait que, dans cette mesure, Churchill et Roosevelt aident objectivement le développement de l'insurrection prolétarienne en Europe. En ce sens les travailleurs raisonnent justement, mais il faut examiner avec sérieux le revers de la médaille.

Churchill, Roosevelt et de Gaulle ne sont pas antifascistes

Quand les travailleurs raisonnent comme nous l'avons dit, ils ne doivent pas perdre de vue que les speakers de Radio-ondes et de Radio-Boston cachent systématiquement le fait que leurs impérialismes oppriment des centaines de millions de blancs, de jaunes, de noirs, d'hommes de toutes les couleurs et de toutes les races. Ils ne doivent pas perdre de vue que le but de guerre de l'impérialisme yankee est la domination totale, sans partage, sur le monde. Ils doivent se souvenir que Churchill dirigea en 1917-18, l'intervention des Alliés contre la jeune République Soviétique. Ils doivent comprendre que, pas plus que Daladier et Reynaud, Churchill, Roosevelt et de Gaulle ne représentent l'antifascisme sain et vigoureux des masses ouvrières mais la volonté de l'impérialisme anglo-saxon de dominer le monde en détruisant son rival le plus dangereux : l'impérialisme hitlérien.

Travailleur !

Tu manques de souliers, les rations alimentaires sont insuffisantes, on te refuse des semences et des plantes. Vois ce qui est parti, en Avril 1942, à destination de l'Allemagne (chiffres de la Gare de l'Est).

Souliers	2.400 tonnes
Figues, dattes	4.200 —
Blé	10.300 —
Conserves de viande	2.000 —
Semences et Plantes	4.000 —
Paille, foin, avoine, farine, pâtes alimentaires.	51.000 —

Bourrant les rations ont été diminuées en Allemagne même. L'explication la voici : ces souliers, ce blé, cette viande nourrissent la guerre d'Hitler, la font se prolonger en maintenant le moral des troupes allemandes.

Le contrôle populaire du ravitaillement supprimera non seulement le marché noir des riches et des restaurants de luxe, dénoncera non seulement les scandales bénéfiques des trusts de la minoterie, mais aussi mettra à nu et entravera le pillage scandaleux de l'Europe occupée par Hitler.

Roosevelt, Churchill et de Gaulle se disent antifascistes mais les grèves sont interdites aux Etats-Unis, la chaise électrique menace les leaders du mouvement ouvrier, l'indépendance est refusée aux hindous et aux africanders, de Gaulle opprime les nègres du Congo. Daladier aussi se disait antifasciste. Les ouvriers français l'ont-ils cru ? Jamais. Et dans ce temps-là, Staline, qui flirtait avec Hitler, conseillait aux travailleurs français de mettre bas les armes, de réclamer une "paix immédiate" qui a trait, qui a naturellement favorisé Hitler.

Les travailleurs français n'ont aucun intérêt à la victoire des impérialismes anglais et américain, qui instaurent en France la dictature militaire de de Gaulle, aussi hideuse que celle de Laval et de Pétain.

S'ils ne veulent pas demain retrouver l'oppression, s'ils ne veulent pas être courbés demain sous la botte de Roosevelt, après l'avoir été sous celle de Hitler, ils s'uniront aujourd'hui pour préparer la libération socialiste de l'Europe sous le mot d'ordre du "Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", droit que Churchill, Roosevelt et Hitler foulent aux pieds avec un égal cynisme.

Ils ne suivront pas les mauvais bergers qui leur conseillent l'alliance avec de Gaulle, représentant de la réaction militaire, car il n'y a pas d'alliance possible avec les "assassins de la liberté" avec le capitalisme anglo-saxon. La seule voie juste est celle de l'organisation autonome des travailleurs pour la révolution prolétarienne qui libérera l'Europe et le Monde.

Les travailleurs à l'action chez Farman

La Gestapo cherche par tous les moyens à instaurer les méthodes hitlériennes dans les usines françaises. Elle y perdra son temps.

C'est ainsi que, le 27 Mars dernier, la direction des Usines Farman affichait que, pour 1 minute de retard, il serait opéré une retenue d'une demie heure. Le lendemain, tous les ouvriers, sauf dix qui n'avaient pu être prévenus, rentrèrent 1/2 heure en retard. A la question de la direction voulant connaître le motif de cette action collective il fut répondu : « Pour protester contre votre décision ». Celle-ci fut rapportée.

Dans cette même usine, la direction ayant appliqué un nouvel horaire sans consulter les ouvriers, ceux-ci protestèrent. Il leur fut dit que cet horaire n'était que provisoire, que les allemands exigeaient qu'on fasse 12 heures. Les ouvriers déclarèrent qu'ils n'accepteraient jamais cela, qu'ils refusaient de travailler plus pour l'impérialisme hitlérien. Ce à quoi on leur répondit que la Gestapo menaçait aussi les patrons de représailles et que l'un d'eux, Kelner, carrossier à Boulogne, aurait été fusillé pour avoir refusé d'augmenter le nombre d'heures de travail.

Les ouvriers n'en ont pas moins maintenu leur refus. Leur tâche est maintenant de former des groupes de trois ou quatre ouvriers dans toute l'usine pour préparer les luttes de demain, de rejoindre le syndicat des métallos, de s'unir et de s'organiser pour leurs revendications immédiates, pour la libération prolétarienne de la France et de l'Europe.

UN VITEUR DE MARQUE

Le sinistre Heydrich, bourreau de la Norvège et de la Bohême est "de passage" à Paris.

Voici deux de ses exploits : le lendemain de son arrivée à Oslo, lors de la grève générale de 30.000 travailleurs norvégiens, il fait fusiller les deux chefs du mouvement syndical norvégien, il fait déporter des centaines de travailleurs et "synchronise" les syndicats de Norvège. Dès son arrivée comme gauleiter à Prague, l'an dernier, il fait fusiller le président du Conseil Elias pour "haute trahison" et des centaines d'ouvriers et d'étudiants. Tel est le personnage.

Comme nous supposons que ce Monsieur n'est pas venu voir la Tour Eiffel ou visiter l'exposition antilobchevique, nous recommandons à nos camarades et à nos sympathisants de redoubler de précautions, en particulier dans la diffusion du matériel. La visite de Heydrich à Bousquet, chef de la police française, indique bien dans quel but on nous a envoyé ce gracieux individu.

NORVÈGE. — La résistance du peuple norvégien au nazisme continue avec opiniâtreté. Le corps enseignant, notamment, a refusé, à la quasi-unanimité, d'adhérer aux syndicats Quisling. Deux mille instituteurs et professeurs ont été envoyés aux travaux forcés. Beaucoup d'écoles sont fermées. Quisling a décidé de retenir à tout le corps enseignant les traitements de mars et d'avril.